



Covid-19 : le masque fait progressivement son retour à l'école malgré l'allègement du protocole

Alors qu'il n'est plus obligatoire depuis deux semaines, certains directeurs le recommandent « très fortement » en raison de la reprise épidémique. Dans la classe de Maylis, les visages ne seront pas restés découverts longtemps. Jeudi 24 mars, dix jours après l'allègement du protocole sanitaire, ses parents ont reçu un mail de la CPE des sixièmes. « En raison de plusieurs cas de Covid au sein du collège, nous demandons aux élèves de bien vouloir porter leur masque en cours et dans les couloirs. Merci de votre compréhension. » Un mail jugé bien laconique par ces parents étonnés et déçus de voir les gestes barrière revenir si vite. La jeune fille de 12 ans se dit « dégoûtée », elle qui commençait à peine « à profiter d'être sans masque et de pouvoir respirer ».

Merci de renseigner une adresse e-mail valide

D'autres parents se montrent plus résignés. « Ça va évoluer dans ce sens, c'est obligé », estime Agnès, mère de deux petites filles âgées de 6 et 8 ans. Pour Christophe, c'est même « plutôt rassurant de voir l'école prendre en charge le suivi épidémique ». Père d'une adolescente, il constate « que les cas repartent à la hausse. » « Il y en a dans sa classe, au travail, au judo... S'il faut reprendre des mesures, on le fera, ce n'est pas comme si c'était la première fois. »

« Fortement recommandé pour les personnes contacts à risque »

Comme Maylis, plusieurs élèves, du primaire au lycée, ont vu le masque réapparaître dans leur quotidien. Alors qu'il n'est plus obligatoire depuis le 14 mars, plusieurs directeurs d'établissements dans toute la France ont demandé à leurs élèves de le porter de nouveau pour faire face à la reprise épidémique. Une mesure qui, selon le dernier protocole sanitaire, ne peut qu'être une recommandation et non une obligation : « Le port du masque en intérieur est fortement recommandé pour les personnes contacts à risque durant les 7 jours après la survenue du cas confirmé ainsi que pour les cas confirmés durant les 7 jours suivant leur période d'isolement. » Il n'est donc plus obligatoire, et seulement conseillé pour les cas contacts et les positifs.

Un directeur peut-il ordonner à tous ses élèves de porter le masque s'il l'estime nécessaire ? « Ce n'est pas sa responsabilité, répond le ministère de l'Éducation nationale. Il ne peut pas l'imposer tout comme il ne peut pas interdire à un enfant de le porter, c'est libre à chacun. » Chaque établissement doit se plier aux mesures nationales ou préfectorales, il doit agir sous l'ordre d'une autorité administrative supérieure.

Hausse des cas et inquiétude

« On voit bien que le nombre de cas augmente à l'école », s'inquiète Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU, premier syndicat des instituteurs au primaire. Elle note que l'inquiétude monte dans certaines écoles face à la « recontamination » de plusieurs élèves déjà positifs en décembre dernier. « Depuis trois mois, l'école fonctionne en mode dégradé, c'est très compliqué pour les élèves et les professeurs », déplore-t-elle. En effet, à l'échelle nationale, le nombre de cas a presque été multiplié par deux en un mois chez les 0-19 ans, tout comme dans la population générale. Une reprise épidémique poussée par le variant BA.2, mutation du variant Omicron.

Pour autant, la situation sanitaire actuelle n'est pas celle de janvier, où les masques étaient obligatoires, rappelle le ministère de l'Éducation nationale. Au 25 mars, 12 structures scolaires et 3080 classes sont fermées. Deux mois plus tôt, 152 écoles et



18.786 classes affichaient porte close.

Éviter le brassage des classes et appel au dialogue

Les deux grandes associations de parents d'élèves, la PEEP et la FCPE, ne sont pas opposés à un retour de l'ancien protocole si la situation sanitaire l'impose. « Mais cela doit être discuté ensemble et justifié. Si la situation locale l'exige, on peut prendre une décision tous ensemble et on peut décider de mettre le masque », plaide Laurent Zameckwowski, vice-président de la PEEP, deuxième fédération de parents. Ce dernier déplore cependant un mode de communication imprécis, avec des mails dont la tonalité conduit certains parents à se sentir obligés. « On est tous inquiets pour la santé de nos enfants, affirme-t-il. Les parents sont de bonne composition mais à condition de trouver les solutions ensemble. »

Rodrigo Arenas, représentant FCPE, première association de parents, défend l'instauration de vraies solutions durables pour l'école. « Deux ans après le début du Covid, de gros problèmes ne sont pas réglés » avance-t-il. Le nombre de remplaçants, notamment, est encore très insuffisant selon lui, conduisant les élèves sans professeur à se mêler aux autres. « Nous regrettons que le premier geste, qui est d'éviter les brassages, ne soit pas pris en compte. Et d'ajouter : Le premier geste barrière est la baisse des effectifs. » Un point sur lequel s'accorde Guislaine David, qui estime également que « la question des détecteurs de CO2 n'a pas été gérée ». Quant au masque, la représentante des professeurs de primaire estime que son port dans les lieux clos « va nécessairement se poser à nouveau ». Ce qui est sûr, concluent Rodrigo Arenas et Laurent Zameckwowski, c'est qu'on « continue de faire porter aux enfants des mesures symboliques qui leur pèsent au quotidien. »

